

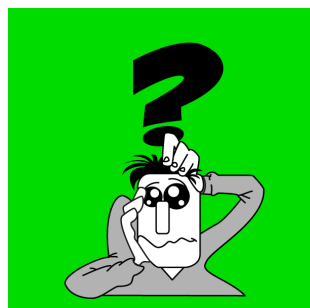


Pendant deux jours et demi, les élu-es ont fait face à une direction distraite, mal préparée et imprécise. Nous déplorons, une fois de plus, un manque de rigueur dans certains documents qu'elle nous fournit, nous obligeant à multiplier les questions. Les débats pourraient être moins longs et plus efficaces si la direction fournissait en amont des informations claires et fiables.

France 3/France Bleu, un avenir pas très clair.

Un CSE extraordinaire s'est tenu la veille du CSE ordinaire, sur demande des élu-es, à propos des rapprochements France Bleu / France 3. Un moment douloureux pour les élu-es et laborieux pour la direction. Ni **Isabelle Staes**, directrice du réseau, ni **Xavier Riboulet**, directeur des opérations de rapprochement, n'avaient de réponses à nous apporter.

JRI et OPV mis à disposition de la matinale de France Bleu, projets d'émissions hebdomadaires communes, interventions de nos journalistes sur les antennes radio... Les coopérations "sauvages" se multiplient un peu partout dans le réseau. La direction les a listées dans un document presque



exhaustif, mais n'a pas été capable de répondre précisément sur le cadre juridique, le coût, ou encore les risques professionnels de chacune.

Il était pourtant assez évident que nous aurions beaucoup de questions. Mais nous nous sommes heurtés à un florilège de « *Je ne sais pas* », « *Je ne peux pas vous répondre* », « *je n'ai pas cette information* »... En boucle, des imprécisions, des contradictions, preuves d'une impréparation totale. La direction fait-elle de la rétention d'informations, ou ne fait-elle tout simplement pas ce travail de suivi des coopérations dans le réseau ?

Sur l'avenir des deux entreprises, le brouillard est encore plus épais. La direction de Radio France affiche sa volonté d'enterrer sa marque régionale au profit de "ICI" dès la rentrée de septembre ? « *Ça n'engage qu'elle, la réflexion est encore en cours.* » C'est le seul commentaire que nous aurons sur le sujet. On sent tout de même un glissement dans le discours. Il y a quelques mois, le prédécesseur d'Isabelle Staes, Philippe Martinetti, réfutait avec force le mot de "fusion". Aujourd'hui, la directrice du réseau est plus mesurée. « *Nous n'en sommes pas à cette étape-là, aujourd'hui* », dit-elle. « *Nous sommes deux entreprises distinctes, pour l'instant.* »

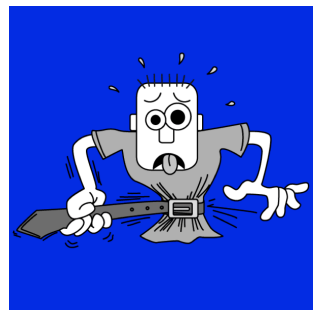
[La résolution des élus relative aux rapprochements avec France Bleu à lire ici.](#)

Feuille de route de France Télévisions.

Sans surprise, le cap de France Télévisions pour les années à venir est avant tout défini par de nouvelles économies drastiques. Premier vœu de la PDG : ponctionner 100 millions d'euros à la masse salariale. Tout en assurant qu'il n'y a pas de plan de départs prévu !

L'ensemble des élu-es du CSE partagent la même crainte : que le réseau paye, à nouveau, le plus lourd tribut de l'entreprise.

Le déséquilibre avec les moyens alloués à la rédaction nationale est de plus en plus flagrant. Avec deux éditions supprimées (les JT de France 3), l'info nationale voit pourtant son budget augmenter. Comme son prédécesseur, la directrice du réseau assène que le budget du réseau est stable depuis 3 ans, et rappelle que la PDG, dans sa grande bonté, nous a même accordé 60 ETP pour mettre en place ICI. Un "cadeau" largement sous-dimensionné par rapport à l'augmentation du temps d'antenne. Les élu-es l'ont à nouveau fait remarquer. « Pour vous, ce n'est jamais assez », nous dira simplement **Isabelle Staes**, comme à des enfants qui réclameraient une deuxième glace au goûter.



Un autre objectif fixé par **Delphine Ernotte** est celui de... la satisfaction des salarié-es ! On pourrait croire à de l'humour noir, tant la réalité de l'entreprise est à mille lieues de satisfaire les salarié-es.

Sud demande donc à la direction du réseau de rappeler au plus haut niveau de l'entreprise la qualité et la nécessité des antennes régionales et de défendre nos intérêts et nos besoins pour continuer notre mission de service public de proximité.

Déménagement à Bordeaux : un projet bancal et risqué.

Le déménagement du site de Bordeaux est encore un bel exemple du mépris qu'a la direction du groupe pour le réseau régional. La direction immobilière a monté un projet bancal, déconnecté de la réalité de nos activités et sans y associer les salarié-es !



Un cabinet indépendant, mandaté par les élu-es, a étudié ce projet en profondeur. Les expertes nous ont très bien renseignés, mais pas du tout rassurés.

La direction veut abandonner le site actuel, bien situé, le vendre pour une brouille et racheter puis rénover "la maison du paysan". Le tout grâce à un partenariat avec le promoteur immobilier Vinci. Coût estimé de l'opération : 35 millions d'euros. Nous avons fait part de nos inquiétudes de passer un contrat d'une telle ampleur avec une entreprise comme Vinci.

Mais le directeur immobilier de France Télévisions ne voit « aucune raison de se méfier ».

Sud rappelle que l'entreprise doit s'assurer qu'elle est suffisamment armée, juridiquement notamment, pour ne pas laisser Vinci se faire de l'argent sur notre dos. Le fait qu'il ne soit pas inquiet nous inquiète un peu ! S'agit-il de déni ou de naïveté ?

Les aberrations sont nombreuses. Par exemple, le nouveau bâtiment est situé en hyper-centre, dans un quartier particulièrement difficile pour la circulation et sur un emplacement quasi dépourvu de places de parking. Les trajets domicile-travail s'annoncent interminables, les départs en reportages pénibles. La direction a-t-elle oublié qu'il s'agissait du cœur de notre activité ?

Autre problème : dans les studios, moins nombreux qu'actuellement, la hauteur sous plafond ne serait que de 4m26. C'est ballot, les techniciens estiment qu'il faudrait au moins 5m50 pour travailler correctement. Comment des éléments aussi basiques ont-ils pu être ignorés ?

Tout cela aurait pu être évité en s'appuyant sur le savoir-faire de nos équipes. Quand on demande à la direction si elle compte éviter de répéter cette erreur grotesque pour les 25 projets immobiliers majeurs annoncés dans l'entreprise sur les prochaines années, elle assure « ne pas pouvoir s'engager aujourd'hui à consulter les salariés dans les futurs projets ».

Là encore, le dialogue avec la direction a été très laborieux, nous avons eu la sensation de vivre sur deux planètes différentes. [Les élu-es ont émis de vives réserves à ce projet](#), qui sera présenté en mars devant le conseil d'administration.

Risque Grave à Lyon : tout va bien madame la Marquise !

À Lyon, une expertise menée l'automne dernier avait conclu à un risque grave pour les scriptes et l'encadrement, notamment depuis la mise en place des éditions ICI.

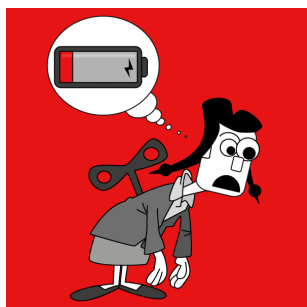
Aux recommandations du CSE, votées en décembre, la direction a répondu. En résumé : France 3 met déjà en place un grand nombre de dispositifs de prévention, circulez, il n'y a rien à voir !

La direction régionale n'a même pas pris la peine d'organiser une restitution de l'expertise aux salarié-es. Un dédain qui laisse sans voix.

Les élu-es n'ont pas laissé la direction détourner le regard et ont rappelé à ses représentant-es leurs obligations en matière de santé et de prévention. Le choix et la formation des encadrants dans les antennes ont longuement été débattus : les managers sont nombreux à exercer plusieurs mois, parfois plus d'un an, avant d'être formés. La direction reconnaît qu'elle doit progresser, mais assure qu'elle travaille à améliorer le contenu des formations et leurs délais.



Les indicateurs de santé.



Les psychologues du travail n'ont pas chômé l'année dernière dans le réseau : le nombre de salarié-es qui les ont sollicités a augmenté de plus de 60% en 2023. En tête des préoccupations, sans grande surprise : les " relations de travail dégradées ", les " exigences du travail " et les " conflits de valeur ". Tempo est passé par là.

Un autre indice de la déferlante ICI : les absences de moins de trois jours ont explosé, et le nombre de salarié-es qui ont eu au moins un arrêt maladie en 2023 a augmenté d'environ 60%.

À la demande du CSE, les chiffres de l'absentéisme sont désormais abordés en IRP. Sauf que les élu-es avaient réclamés qu'ils soient accompagnés d'une analyse des causes et des leviers d'action possibles. Et, qui sait, d'une remise en question des politiques managériales et sociales de l'entreprise ? Pour le moment, on peut toujours rêver, on y parle principalement des épidémies de grippe et de gastro.

Jeux Olympiques : le réseau sur le banc de touche.

Les Jeux Olympiques couvrent la période du 27 juillet au 11 août. Pour laisser place à la couverture de l'évènement, la durée des JT sera réduite à 20min, dont 2min30 de " Journal des Jeux ", produits par le natio et autant d'informations nationales. **Erik Berg**, directeur de l'information des régions, précise que l'on occulte la partie info pendant les JO, car FTV s'est engagé à diffuser l'intégralité des JO et que nous n'avons pas le choix.

Nous apprenons aussi que l'émission sport du réseau n'aura pas lieu. **Sud** trouve bien dommage que cette émission soit effacée de l'évènement. À la question : avez-vous au moins permis aux salarié-es concourant à cette émission de faire partie des 10 équipes accréditées du réseau ? Madame Staes ne sait pas et nous renvoie à **Fabrice Goll**, en charge de la coordination des JO pour le réseau.

C'est dire le niveau de considération pour les équipes. Peau de chagrin !

Sud constate et trouve regrettable cette mise à l'écart. Chacun jugera de l'interprétation à faire de la mise du réseau sur le banc de touche.



Prochain CSE les 20 et 21 mars

Si vous avez des questions, des doléances, contactez vos élu-es et représentant-es **Sud** au CSE : Nadia Adell, Johanna Albrecht, Pierre-Olivier Casabianca, Romane Idres et Philippe Perrot, ou vos élu-es et représentant-es **Sud** en région.

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



SUD Médias Télévision . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr>